2
bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 24 mars 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'indemnité d'uniforme des fonctionnaires et employés des douanes et accises", a donné le 27 avril 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e Maart 1953 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uniformvergoeding van de ambtenaren en beambten van het Bestuur der douanen en accijnzen", heeft de 27e April 1953 het volgend advies gegeven:

Le projet a deux objets :

1° il modifie les dispositions d'un arrêté du Régent du 13 septembre 1946 relatives à l'obligation de porter l'uniforme imposée à certains fonctionnaires et employés de la douane;

2° il accorde une indemnité pour port d'uniforme à ces agents (articles 3 et suivants).

Son fondement, quant à ce second objet, se trouve dans l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat.

Cet arrêté du Régent délègue au Ministre le pouvoir de fixer les indemnités.

Si le Roi règle maintenant ces indemnités, la disposition apparaîtra comme une restriction aux pouvoirs délégués au Ministre et dérogera à l'arrêté du Régent du 29 mars 1950. Comme telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il serait préférable de scinder le projet en deux arrêtés : l'un, royal, modifiant l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946, l'autre, ministériel, allouant une indemnité pour port d'uniforme aux agents des douanes.

Le Conseil d'Etat propose les textes suivants :

.../...

I.

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE DU REGENT DU 13 SEPTEMBRE 1946 RELATIF A L'UNIFORME DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES DE LA DOUANE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946 relatif à l'uniforme des fonctionnaires et employés de la douane;

Vu l'avis du sous-comité de consultation syndicale de l'Administration des douanes et accises;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 5 de l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5.- § 1er. Le port de l'uniforme en service est obligatoire pour les fonctionnaires et employés désignés ci-après :

.../...

- le directeur, les inspecteurs et les contrôleurs du service spécial des douanes;
- les inspecteurs provinciaux des douanes et accises;
- les inspecteurs des douanes;
- les contrôleurs, receveurs et vérificateurs (excepté les vérificateurs de direction);
- les commis techniques qui ont réussi l'examen de vérificateur; les commis techniques qui n'ont pas encore réussi l'examen de vérificateur, mais qui exercent les fonctions de receveur des douanes ou de vérificateur;
- les commis-chefs, commis spéciaux et commis exerçant dans les bureaux de route;
- les lieutenants;
- les brigadiers, sous-brigadiers et préposés.

En dehors du service, le port de l'uniforme est facultatif pour ces agents.

§ 2. Pour les agents autres que ceux désignés au § 1er, le port de l'uniforme est facultatif en service ou en dehors du service.".

Article 2.-

L'article 6, alinéa 1er, du même arrêté est abrogé.

Article 3.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1953.

.../...

Article 4.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

II.

ARRETE MINISTERIEL ALLOUANT UNE INDEMNITE POUR PORT D'UNIFORME AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946 relatif à l'uniforme des fonctionnaires et employés de la douane, modifié par l'arrêté royal du ... ;

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 1952;

Vu l'avis du sous-comité de consultation syndicale de l'Administration des douanes et accises;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le ...;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Il est accordé aux agents de l'Administration des douanes et accises, auxquels le port de l'uniforme est imposé par l'article 5, § 1er, de l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946, une indemnité annuelle de :

4.200 francs pour les directeurs, inspecteurs, contrôleurs, receveurs, vérificateurs, commis techniques, commis-chefs, commis spéciaux, commis et lieutenants;

3.600 francs pour les brigadiers, sous-brigadiers et préposés.

Ces taux sont doublés en faveur des agents nommés depuis le 1er juillet 1953 ou de ceux qui, non astreints au port de l'uniforme, sont promus, depuis la même date, à un grade dont le titulaire est tenu de porter l'uniforme pendant une période de douze mois prenant cours à la date de leur nomination ou de leur promotion.

Les agents visés à l'alinéa précédent cessent de bénéficier de l'indemnité d'uniforme à partir du 1er du mois suivant celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de 64 ans.

Article 2.-

Les agents bénéficiaires de l'indemnité d'uniforme, qui sont appelés à exercer les fonctions d'un grade pour lequel l'indemnité est attribuée à un taux plus élevé, ont droit au complément d'indemnité après un mois d'exercice desdites fonctions.

/

Article 3.-

L'indemnité d'uniforme est due par an et à terme échu. Elle n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée, est exercée pendant plus de trente jours consécutifs au cours d'une même année.

Article 4.-

L'indemnité d'uniforme est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours consécutifs au cours d'une même année. Par "absences" sont visées tant les absences de tout service que l'affectation à des fonctions où le port de l'uniforme n'est plus obligatoire.

Article 5.-

Lorsque l'indemnité d'uniforme n'est pas due pour une année entière, elle est liquidée prorata temporis à raison de 1/360e du montant annuel par jour.

Les sommes dues par application du présent article sont arrondies au franc supérieur ou inférieur, suivant que la fraction de franc est égale ou supérieure à 50 centimes ou inférieure à ce dernier montant.

Article 6.-

L'arrêté du Régent du 24 septembre 1947 relatif à l'indemnité d'uniforme des fonctionnaires et employés des douanes et accises est abrogé.

Article 7.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1953.

Bruxelles, le

Het ontwerp heeft een tweevoudig voorwerp :

1° het wijzigt de bepalingen van het besluit van de Regent van 13 September 1946 die betrekking hebben op de verplichting voor sommige ambtenaren en bedienden van de douanen om de uniform te dragen ;

2° het kent aan dat personeel een uniformvergoeding toe (artikel 3 en volgende).

Zijn rechtsgrond, wat dit tweede voorwerp betreft, vindt het ontwerp in het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd.

Dit laatste besluit van de Regent draagt aan de Minister de bevoegdheid op, de vergoedingen vast te stellen.

Indien de Koning thans inzake deze vergoedingen voorzieningen gaat treffen, zal de bepaling het voorkomen krijgen van een beperking der aan de Minister opgedragen bevoegdheid en zal zij afwijken van het besluit van de Regent van 29 Maart 1950. Aangezien zulks niet de bedoeling van de Regering is, zou het verkieslijk zijn het ontwerp over twee besluiten te verdelen : een koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 13 September 1946, en een ministerieel besluit tot toekenning van een uniformvergoeding aan het douanepersoneel.

.../...

De Raad van State stelt de volgende teksten voor :

I.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 13 SEPTEMBER 1946 BETREFFENDE DE UNIFORM VAN HET DOUANEPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van de Regent van 13 September 1946 betreffende de uniform van het douanepersoneel ;

Gelet op het advies van het syndicaal subcomité van advies van het Bestuur der douanen en accijnzen ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Artikel 5 van het besluit van de Regent van 13 September 1946 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.- § 1. Het hierna aangeduid douanepersoneel is verplicht tijdens de dienst de uniform te dragen :

- de directeur, de inspecteurs en controleurs van de speciale dienst der douanen ;
- de provinciale inspecteurs der douanen en accijnzen ;
- de inspecteurs der douanen ;
- de controleurs, ontvangers en verificateurs (de verificateurs van directie uitgezonderd) ;
- de technische klerken die geslaagd zijn voor het examen van verificateur, de technische klerken die voor het examen van verificateur nog niet geslaagd zijn, doch die de functie van ontvanger der douanen of van verificateur uitoefenen ;
- de klerken-chef, bijzondere klerken en klerken die in de baankantoren fungeren ;
- de luitenants ;
- de brigadiers, onderbrigadiers en aangestelden.

Buiten de dienst is dat personeel niet verplicht de uniform te dragen.

§ 2. De andere niet onder § 1 aangeduide personeelsleden zijn noch tijdens, noch buiten de dienst verplicht de uniform te dragen.".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Artikel 3.-

Dit besluit treedt 1 Juli 1953 in werking.

Artikel 4.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

II.

MINISTERIEEL BESLUIT TOT TOEKENNING VAN EEN UNIFORM-VERGOEDING AAN HET PERSONEEL VAN HET BESTUUR DER DOUANEN EN ACCIJNZEN.

De Minister van Financiën,

Gelet op het besluit van de Regent van 13 September 1946 betreffende de uniform van het douane-personeel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van ...

.../...

Gelet op het besluit van de Regent van 29 Maart 1950 houdende algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 Juli 1952 ;

Gelet op het advies van het syndicaal subcomité van advies van het Bestuur der douanen en accijnzen ;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven ...;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Aan het personeel van het Bestuur der douanen en accijnzen dat krachtens artikel 5, § 1, van het besluit van de Regent van 13 September 1946 verplicht is de uniform te dragen, wordt een jaarlijkse vergoeding toegekend van :

4.200 frank voor de directeurs, inspecteurs, controleurs, ontvangers, verificateurs, technische klerken, klerken-chef, bijzondere klerken, klerken en luitenants;

3.600 frank voor de brigadiers, onderbrigadiers en aangestelden.

Voor het personeel dat vanaf 1 Juli 1953 wordt benoemd, of voor het personeel dat niet verplicht was de uniform te dragen en vanaf dezelfde

.../...

datum bevorderd wordt tot een graad waarvan de titularis gehouden is de uniform te dragen, worden deze bedragen verdubbeld gedurende een periode van twaalf maanden te rekenen van de datum van de benoeming of de bevordering.

Het personeel in het vorig lid bedoeld, houdt op de uniformvergoeding te genieten vanaf de 1ste der maand volgend op die waarin zij de leeftijd van 64 jaar bereiken.

Artikel 2.-

Het personeel dat de uniformvergoeding geniet en de functie moet uitoefenen van een graad waaraan een vergoeding van een hoger bedrag is verbonden, heeft recht op de bijkomende vergoeding na gedurende een maand deze functie te hebben uitgeoefend.

Artikel 3.-

De uniformvergoeding is per jaar en na vervallen termijn verschuldigd. Zij wordt alleen toegekend wanneer de betrekking waaraan zij verbonden is in de loop van één zelfde jaar gedurende meer dan dertig achtereenvolgende dagen wordt uitgeoefend.

Artikel 4.-

De uniformvergoeding blijft behouden gedurende de afwezigheid van niet meer dan dertig

.../...

achtereenvolgende dagen in de loop van éénzelfde jaar. Onder "afwezigheid" wordt verstaan zowel de afwezigheid uit elke dienst als de aanwijzing voor een betrekking waarin het dragen van de uniform niet verplicht is.

Artikel 5.-

Wanneer de uniformvergoeding niet voor een gans jaar verschuldigd is, wordt ze uitgekeerd prorata temporis tot een beloop van 1/360ste van het jaarlijks bedrag per dag.

De sommen verschuldigd bij toepassing van dit artikel worden op de hogere of de lagere frank afgerond, naargelang de breuk van de frank 50 centimes of meer bedraagt dan wel beneden dit bedrag blijft.

Artikel 6.-

Het besluit van de Regent van 24 September 1947 betreffende de kledijvergoeding van het personeel van het Bestuur der douanen en accijnzen wordt opgeheven.

Artikel 7.-

Dit besluit treedt 1 Juli 1953 in werking.

Brussel,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
L. FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1953.
De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,
De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.